



Projet Cèdre du Liban

Exemple inspirant de la Promotion 2018

Carrefour des innovations sociales, rendre visible et lisible l'action territoriale

Carrefour des innovations sociales

*Récit d'Emmanuel Dupont,
Responsable du pôle stratégie de recherche et innovation au CGET*

Présentation de la structure :

Le Carrefour des innovations sociales est un moteur de recherche sur l'innovation sociale. Son but est de faciliter l'accès et de renforcer la visibilité des nombreuses démarches d'innovation en cours dans les territoires, (qu'elles soient portées par des associations, des collectivités ou des entreprises), et d'augmenter leur impact national (mise en réseau, essaimage, changement d'échelle...), par le renforcement des liens entre innovateurs. Ce moteur de recherche permet d'identifier la richesse des initiatives et leur complémentarité sur les territoires.

Chiffres clefs :

- **90** : nombre de partenaires rassemblés dans le collectif atypique « Les Communs », composé de ministères, fondations, associations, think-tank, collectivités ...
- **+ de 6 000** : projets recensés en 2018 à partir d'une quinzaine de sites contributeurs
- **30 000** : potentiel de projets mis en visibilité, à court terme, grâce à la mutualisation d'une centaine de sites sourceurs
- **200 à 300 000 euros** : besoin annuel en financement à compter de 2021 - 2022

LA OU LES INNOVATIONS SE RENCONTRENT !

C'est une version bêta. Mais elle en dit déjà long sur ce que sera le futur métamoteur de recherche Carrefour des Innovations Sociales (CIS) visant à rendre accessibles, de manière fiable et qualifiée, les nouvelles réponses issues des territoires. Carrefourdesinnovations sociales.fr conduit vers une homepage aérée, un aplat violet, constellé d'éléments arrondis zébrés ou pointillés qui symbolisent sans doute les initiatives locales. Au milieu, un compteur affiche déjà fièrement 4944 projets référencés auprès de 13 partenaires. Une baseline invite à "trouver le projet d'innovation sociale" suivi d'un bouton : "Commencer une recherche".

Débute alors un voyage en innovation : dans l'Allier, une boutique solidaire de vêtements recyclés ; à Paris, une école de Français à destination des migrants, un tiers-lieu dans un village de Seine-et-Marne, un jardin partagé dans un quartier d'habitat social etc. La nouvelle page renvoie à une mosaïque de 40 vignettes qui sont autant d'initiatives présentées succinctement : titre, adresse, et début de résumé. L'internaute est invité à cliquer sur chacune d'entre elles afin de poursuivre la lecture sur le site des contributeurs ou directement sur celui des projets. Il peut aussi, faire défiler la page pour découvrir les 40 suivantes.

Une liste de contributeurs appelée à s'étoffer

En haut de page, dans le bandeau horizontal, le moteur de recherches permet d'affiner l'exploration grâce à plusieurs filtres : domaines, publics, méthodes et "contributeurs". Ces derniers sont des acteurs publics et privés qui agrègent et diffusent dans leurs réseaux des informations sur des innovations préalablement repérées. Au nombre de 13 fin août (AG2R La Mondiale, Apriles, Avise, Bretagne Créative, Coorace, les Fondations Daniel et Nina Carasso, Veolia, Vinci, La France s'engage, la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT), My Positive Impact, Semeoz et Solidarum), la liste des sourceurs participant à l'agrégation de leur repérage et de leur expertise au sein du CIS est appelée à se rallonger très rapidement au cours des prochains mois.

Emmanuel Dupont est responsable du pôle Stratégie de recherche et d'innovation du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), le service gouvernemental chargé de la lutte contre les inégalités territoriales. Le haut-fonctionnaire œuvre depuis plus de 20 ans à l'articulation des politiques publiques nationales et locales. C'est lui qui a pensé et initié au sein de son administration le CIS. Et c'est dans son bureau des services du Premier Ministre, Avenue de Ségur à Paris, qu'il reçoit pour expliquer la démarche :

"Carrefour des innovations sociales est le fruit d'un double constat, indique-t-il : Primo, il y a un véritable foisonnement de projets socialement innovants partout sur les territoires et dans tous les domaines. Ces projets (portés par des associations, des collectivités, des entreprises, souvent de manière mixte publique-privée) conçoivent, testent et développent les solutions de demain. Mais ce foisonnement rend aussi l'innovation assez illisible. La découverte d'une innovation en chasse une autre, certaines innovations plus visibles en cachent d'autres (c'est l'arbre qui cache la forêt)", etc.

Constituer un commun autour de l'innovation sociale des territoires

"Secundo, ce foisonnement est redoublé par un très grand nombre d'acteurs et d'organismes qui contribuent à les capitaliser et les valoriser, notamment via des sites web. Du coup, on s'y perd. La vision territoriale de tout ça est très lacunaire, chacun est sous son lampadaire et a du mal à élargir le champ de vision. Il en résulte un déficit de visibilité globale qui nuit à la capacité d'essaimer, de changer d'échelle ou d'inspirer d'autres initiatives", poursuit-il. "Nous avons notamment en tête d'aider les territoires à identifier très vite et de manière exhaustive, les innovateurs présents, susceptibles donc de se rencontrer et de coopérer. Face à ce double foisonnement, l'idée a donc été de constituer un commun permettant d'agréger les capitalisations et les valorisations déjà existantes, en supprimant bien sûr les doublons afin qu'elles gagnent en visibilité, qu'elles puissent essaimer et gagner en impact", explique-t-il.

La plateforme Carrefour des innovations sociales sera officiellement ouverte au grand public à l'automne 2018. La démarche quant à elle, a commencé doucement, en 2016. " J'ai d'abord rencontré quelques acteurs qui partageaient mes constats pour tester l'idée. Les réactions furent plutôt encourageantes et j'ai vite été soutenu par Yannick Blanc, alors président de la Fonda, qui lui parlait de faire un wiki de l'innovation". Durant 2016, le processus d'idéation s'accélère en lien avec un nombre toujours plus grand de partenaires. Sur le volet opérationnel, Bénédicte Pachod est recrutée au poste de chef de projet. Elle est rejointe début 2018 par deux entrepreneurs d'intérêt général via le programme Etalab, pour concevoir et designer le site. L'ensemble bénéficie des ressources ponctuelles de la Fonda, de la fondation Cognacq-Jay et de l'Avise.

"Le CIS est inédit dans toutes ses dimensions, explique Bénédicte. C'est une innovation sociale car elle apporte de nouveaux services permettant une vision précise de l'innovation sociale dans l'ensemble des territoires français. Sur le plan technique, le moteur de recherche constitue la partie émergée de l'iceberg et cache derrière plusieurs applications pour récolter, consolider et rendre visibles les données. Sur le plan collectif,

cela nécessite aussi un travail d'animation et de coordination de l'ensemble des acteurs pour faciliter les correspondances entre les réseaux. La démarche donne lieu à l'organisation d'ateliers qui sont l'occasion d'échanger sur les savoir-faire de chaque participant en matière de valorisation des infos et de formats inspirants", poursuit la chef de projet.

Derrière la plateforme, la démarche est en effet devenue un véritable carrefour où converge un nombre important d'acteurs pour constituer un collectif atypique de 90 organisations : associations, têtes de réseaux, accompagnateurs, institutions, fondations, think-tanks, médias et acteurs de la recherche, collectivités locales... mues par une volonté partagée de renforcer la connaissance et le potentiel transformateur des innovations sociales. Yannick Blanc préside la toute nouvelle association de préfiguration du Carrefour des innovations sociales (APCIS) et un comité de pilotage constitué par le CGET, la Fonda, l'AVISE, la Fondation Cognacq-Jay, le Labo de l'ESS, APRILES (Odas) et le GNIAC, guide et coordonne le développement du projet.

Courroie de transmission entre le local et le national

"La question du financement pérenne de la démarche reste posée. La Fédération nationale des Caisses d'Epargne, de même que la Fondation la France s'engage, nous soutiennent, mais à l'horizon 3-4 ans, nos besoins sont estimés à 200 000 Euros annuels. Le code de la plateforme et les données seront ouverts, mais nous étudions la façon dont il nous sera possible de générer des ressources propres dans un contexte open source et open data", poursuit Bénédicte Pachod. Dans ce cadre, la fondation pour la Co-construction du bien commun pourra permettre de crédibiliser encore la démarche et contribuer au rayonnement du CIS pour une action publique renouvelée et plus en phase avec la réalité des territoires.

Car au-delà de l'impact renforcé de l'innovation sociale, il y a pour Emmanuel Dupont dans cette démarche d'agrégation, un enjeu essentiel de transformation de l'action publique. Courroie de transmission entre le local et le national, il développe depuis son poste d'observation privilégié une vision qu'il espère structurante pour l'avenir : "la question territoriale est trop souvent envisagée sur un modèle qui superpose ou confond 3 oppositions : centre/périphérie, national/local, Etat/collectivité... Nous vivons sur ce modèle. D'où, c'est très vrai, la décentralisation est une réponse mais nous pensons que si nous parlons tant désormais des territoires, c'est aussi parce que nous avons changé de cadre de référence ou de logiciel : jusque-là les administrations de l'Etat comme des collectivités avaient en charge la gestion des territoires : on assiste désormais à une irruption très forte de la société civile (entreprises, associations, réseaux, collectifs...). La question territoriale s'est donc transformée, déplacée : pour le dire très schématiquement, on est passée d'une problématique de réglage entre les niveaux nationaux et locaux à un problématique de réglage (et donc d'articulation et de coopération) entre société civile d'une part et administrations d'autre part (qu'elles relèvent de l'Etat ou des collectivités). L'innovation sociale, par son foisonnement dans les territoires, est la manifestation la plus criante de ce déplacement : ce sont de nouvelles problématiques (sociales, environnementales, économiques, etc.) que les administrations peinent à traiter, de nouvelles manières de faire et de penser, de nouveaux acteurs, de nouveaux lieux (tiers lieux), de nouveaux métiers (catalyseurs, incubateurs...). Si nous ne voulons pas que les acteurs publics décrochent des territoires, nous devons absolument donner toute sa place à l'innovation sociale dans les politiques publiques... "

Des politiques publiques nouvelle génération

"Cette situation donne l'occasion à la société civile - citoyens, associations, entreprises - de prendre sa place en tant qu'acteur à part entière, " explique-t-il avant de continuer. "Evidemment tout cela interroge l'acteur

public et l'oblige à se repositionner : entre la diffusion par le haut de politiques homogénéisante et le soutien dispersé à des milliers de projets locaux, une nouvelle voie doit être trouvée : il faut initier ou accélérer, outiller, la coopération entre les territoires, le transfert d'expérience, l'essaimage, la coopération, etc. Nous allons vers une action publique horizontale, fondée sur la mobilisation des acteurs locaux. Il y aura de moins en moins de séparation fixe entre acteurs locaux d'un côté et acteurs nationaux de l'autre... Les acteurs locaux, organisés en réseaux, capables de travailler ensemble, de faire de l'essaimage, du transfert d'expérience, se donnant des ambitions et des stratégies nationales... deviennent de fait des acteurs nationaux, c'est ce que font les réseaux, les collectifs, de plus en plus présents... Mais nous ne sommes qu'au début des coopérations entre territoires. Inversement l'acteur national doit innover, tester, expérimenter, diffuser, sécuriser, etc. des solutions conçues dans les territoires. Les politiques publiques nationales vont laisser plus de place à la différenciation et ne pourront se constituer que par agrégation et coopération d'acteurs locaux. Sur les territoires, et à l'échelle nationale, nous sommes donc condamnés à travailler collectivement entre acteurs disparates. Nouveaux outils, nouveaux lieux, nouvelles manières de faire... tout est à inventer et Carrefour apporte sa modeste contribution à cette vaste transformation. Beaucoup plus qu'un métamoteur de recherche, celui-ci pourrait devenir un instrument essentiel de co-construction des politiques publiques de demain.

Mise en perspective de la Fondation pour la Co-construction du bien commun :

La Fondation pour la Co-construction du bien commun a décerné la distinction d' "exemple inspirant" dans la catégorie "Projet Cèdre du Liban", car le Carrefour des Innovations Sociales est un exemple de mutualisation des compétences pour rendre plus lisible et visible la richesse des initiatives territoriales.

Le Carrefour des Innovations Sociales se caractérise par une triple innovation :

1. Rendre visible l'initiative territoriale
2. Utiliser le numérique pour valoriser l'action de proximité
3. Co-construire une solution entre réseaux complémentaires



INNOVATION